

# LES 15 SÉNATEURS MEMBRES DE L'ACP N'AYANT PAS VOTÉ LES PLEINS POUVOIRS EN JUILLET 1940

Parmi les quatre-vingt parlementaires qui, le 10 juillet 1940, votèrent contre l'octroi des pleins pouvoirs constituants à Philippe PÉTAİN figuraient vingt-trois sénateurs, dont quinze firent ensuite partie de l'une, ou de l'autre, ou des deux Assemblées consultatives provisoires d'Alger et de Paris.



## MARCEL-FRANÇOIS ASTIER (1885-1947)

Maire de Soyons en 1919, il est élu député de l'Ardèche le 11 mai 1924, sur la liste du cartel des gauches. Battu aux législatives de 1928, il devient sénateur en 1939. Opposé au projet de loi constitutionnelle tendant à accorder les pleins

pouvoirs constituants à Philippe PÉTAİN il s'écrit, le 10 juillet 1940 : « Vive la République quand même ! ». Regagnant l'Ardèche, il s'efforce d'aider la Résistance et réussit à rejoindre Londres, puis Alger, où il siège à l'Assemblée consultative provisoire à compter du 7 novembre 1943. Candidat aux élections pour la première Assemblée Nationale Constituante, en octobre 1945, sa liste n'arriva qu'en cinquième position.

Source photographique : Sénat



## GEORGES BRUGUIÈRE (1884-1962)

Victorien, Félix, dit Georges BRUGUIÈRE, s'oriente, après des études de droit, vers le journalisme et collabore principalement à *La Dépêche de Toulouse*. Mobilisé en 1914, il reçoit la Médaille militaire, la Croix de guerre et la Croix du combattant volontaire. Débutant

sa carrière politique au conseil général du Gard, il est élu sénateur de ce département en 1924. Révoqué de son mandat de conseiller général après le 10 juillet 1940, il est interné au camp de Saint-Paul-d'Eyjeaux. En 1944, il est désigné comme représentant des assemblées parlementaires antérieures à l'Assemblée consultative provisoire et nommé vice-président du groupe de la Résistance parlementaire. Siégeant sur les bancs socialistes, il est membre des commissions de l'Éducation nationale et de la Réforme de l'État.

Source photographique : Sénat



## PIERRE DE CHAMBRUN (1865-1954)

Pierre de CHAMBRUN est un descendant du général de Lafayette. Il devient avocat-conseil auprès de l'ambassade de France aux États-Unis. Il siège à l'Assemblée nationale de 1898 à 1933, date de son élection au Sénat. Le 9 juillet 1940, à Vichy, il est le seul

Sénateur à s'opposer à la révision de la Constitution, refusant, le lendemain, les pleins pouvoirs constituants à Philippe PÉTAİN il déclare : « Pourquoi jeter encore de nouvelles armes aux pieds de l'Allemagne ? Pourquoi jeter les armes de la Liberté ? ». Il siège à l'Assemblée consultative provisoire, à compter du 7 novembre 1944. Il reçoit, en 1947, la Croix de guerre 1939-1945, avec étoile de vermeil, en reconnaissance de ses services rendus à la Résistance et, en 1949, la Légion d'Honneur.

Source photographique : Sénat



## AUGUSTE CHAMPETIER DE RIBES (1882-1947)

Durant la Première Guerre mondiale, Auguste CHAMPETIER DE RIBES est sergent au 50e bataillon de chasseurs à pied sur le front de Lorraine. Blessé gravement, il sera décoré de la Légion d'honneur pour sa bravoure.

Député de 1924 à 1934, il devient sénateur après l'assassinat de Louis BARTHOU, auquel il succède. En juillet 1940 il s'oppose à l'octroi des pleins pouvoirs constituants à Philippe PÉTAİN, considérant qu'il convenait de respecter la convention stipulant que les alliés ne devaient négocier ni conclure d'armistice ou de traité de paix sans accord mutuel. Ayant rejoint la Résistance il prend la tête du mouvement clandestin "Combat" dans les Basses-Pyrénées.

Délégué à l'Assemblée Consultative provisoire de 1944 à 1945, il est nommé par le général de Gaulle, en 1946, délégué du Gouvernement provisoire de la République française au tribunal de Nuremberg, chargé de l'accusation pour la France, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg. Il y réclame la condamnation des accusés et soutient la nécessité d'une morale universelle pour garantir la paix.

Élu président du Conseil de la République en décembre 1946, il est reconduit à cette fonction en janvier 1947.

Source photographique : Sénat



## PIERRE CHAUMIÉ (1880-1966)

Engagé dès la Première Guerre mondiale, Pierre CHAUMIÉ part comme simple soldat et revient lieutenant, décoré de la Croix de chevalier de la Légion d'honneur et titulaire de deux citations. Élu sénateur du Lot-et-Garonne en 1935, il vote, en 1940, contre les

pleins pouvoirs constituants à Philippe PÉTAİN avant de rejoindre la Résistance. Désigné par les Mouvements unis de la Résistance (M.U.R.) pour remplir les fonctions de préfet de 1941 à 1944, il démissionne en avril 1944 en raison de divergences portant sur la restauration des libertés républicaines. À l'Assemblée consultative provisoire, où il siège au titre de la Résistance parlementaire, il intervient sur la création des comités d'entreprise, la sécurité sociale, la nationalisation des grandes entreprises et la fiscalité industrielle. Après l'instauration de la IVe République, Pierre CHAUMIÉ siège au Conseil supérieur de la magistrature de 1948 à 1958, où il préside les commissions des Grâces et des Affaires d'outre-mer.

Source photographique : Sénat

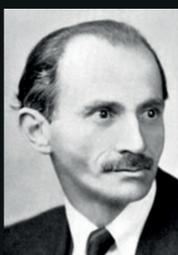


## PAUL FLEUROT (1874-1946)

Paul FLEUROT débute sa carrière dans le journalisme, puis de 1907 à 1941, siège au conseil municipal de Paris pour représenter le quartier du Jardin des Plantes. Il préside par la suite le conseil général de la Seine. Durant la Première Guerre mondiale il sert dans l'armée

d'Orient. Après le conflit, il devient une figure importante du parti socialiste. Élu sénateur en 1935, il rejoint le groupe de la gauche démocratique radicale et radicale-socialiste. Il s'oppose aux pouvoirs spéciaux demandés par le gouvernement Daladier en 1939, avant de refuser, le 10 juillet 1940, de voter les pleins pouvoirs constituants à Philippe PÉTAİN. Commandeur de la Légion d'honneur et titulaire de la Croix de guerre, il se retire de la vie publique et meurt en 1946 à Cannes.

Source photographique : Sénat



## PAUL GIACOBBI (1896-1951)

Né à Venaco en Corse, Paul Giacobbi est élu premier magistrat de cette commune le 5 février 1922. Il est le plus jeune maire de France. Conseiller général de Vezzani en 1925, il entre au Sénat en 1938. Le 10 juillet 1940, il s'oppose aux pleins pouvoirs constituants à

Philippe PÉTAİN. Destitué de ses fonctions de maire par le régime de Vichy, il participe activement à la libération de la Corse, dont il présidera ensuite le conseil général (1945-1951). Membre de l'Assemblée consultative provisoire (ACP) d'Alger, il ne siège pas à celle de Paris, car il est nommé successivement ministre du Ravitaillement (1944), puis ministre des Colonies (1945).

Député de 1945 à 1951, il occupe à plusieurs reprises des fonctions ministérielles, notamment celle de ministre d'État chargé de la Fonction publique.

Source photographique : Sénat



## JUSTIN GODART (1871-1956)

Docteur en droit et avocat, Justin GODART s'engage en politique aux élections municipales de 1904. Député en 1906, il est élu sénateur du Rhône en 1928. Il rejoint les rangs du groupe Radical-socialiste. Appelé à participer à différents cabinets ministériels, il devient ministre du Travail et de l'hygiène (1924) puis de la Santé publique (1932).

Il vote contre les pleins pouvoirs constituants à Philippe PÉTAİN, le 10 juillet 1940, avant de s'engager activement dans la Résistance. Membre de l'Assemblée consultative provisoire de Paris il exerce les fonctions de maire de Lyon du 3 septembre 1944 au retour d'Edouard HERRIOT en 1945. Son engagement envers les plus pauvres le conduit à présider de nombreuses fondations et associations, à l'instar des Œuvres hospitalières françaises de l'Ordre Souverain de Malte et de la Société nationale d'encouragement au bien. Il préside la Ligue française contre le cancer et fonde l'Union internationale du cancer.

Source photographique : Sénat



## LOUIS GROS (1873-1963)

GROS, inspecteur du travail, il crée l'un des premiers offices départementaux de placement des travailleurs dans le Vaucluse. Militant à la SFIO, élu député en juin 1924, il réélu à trois reprises. Conseiller municipal puis maire d'Avignon, il devient sénateur en

1936. Au palais du Luxembourg, il siège aux commissions d'Hygiène, d'assistance et de prévoyance sociales et de l'Air. Ayant voté, le 10 juillet 1940, contre les pleins pouvoirs constituants à Philippe PÉTAİN, déchu de ses mandats électifs, il participe à la Résistance depuis la Suisse. À la Libération, il devient membre de l'Assemblée consultative provisoire où il siège du 7 novembre 1944 au 3 août 1945.

Source photographique : Sénat



# LES 15 SÉNATEURS MEMBRES DE L'ACP N'AYANT PAS VOTÉ LES PLEINS POUVOIRS EN JUILLET 1940



## FRANÇOIS LABROUSSE (1878-1951)

LABROUSSE est issu d'une famille engagée en politique, son père ayant été député, sénateur et conseiller général. Il est élu sénateur de la Corrèze en 1921. Au palais du Luxembourg, il siège au groupe de la Gauche démocratique radicale et radicale-socialiste. Il intervient

notamment sur les grands enjeux internationaux, comme la ratification des accords de Locarno (1926) et le pacte BRIAND-KELLOGG visant à interdire la guerre (1929).

En 1940, il vote contre l'octroi des pleins pouvoirs constituants à Philippe PÉTAIN et rejoint la Résistance. Recherché par la Gestapo après l'invasion de la zone libre, il prend le maquis. À la Libération. Il est nommé membre de l'Assemblée consultative provisoire en novembre 1944. Il retrouve son siège au Conseil de la République en 1948.

Outre ses activités politiques, François LABROUSSE est un artiste accompli. Élu à l'Académie des Beaux-Arts en 1944, il est également peintre et caricaturiste.

Source photographique : Sénat



## MARCEL PLAISANT (1887-1958)

Marcel PLAISANT est avocat à la Cour d'appel de Paris. Blessé et prisonnier durant la Première Guerre mondiale, il est élu député du Cher sous l'étiquette de l'Entente républicaine démocratique en 1919 avant d'être réélu en 1924 sur la liste du cartel des gauches.

Sénateur de 1929 à 1940, il s'inscrit au groupe de la Gauche démocratique il siège à la commission des Affaires étrangères où il rapporte de nombreux traités, conventions, accords et arrangements internationaux. Le 10 juillet 1940, il vote contre l'octroi des pleins pouvoirs constituants à Philippe PÉTAIN. Résistant de la première heure, il est torturé par la Gestapo. À la fin de la guerre, il devient président du comité de Libération du département du Cher et siège à l'Assemblée consultative provisoire de Paris en novembre 1944. Il y est nommé rapporteur de la commission de la Réforme de l'État.

Élu membre du Conseil de la République 1948, il y siège jusqu'à son décès, le 16 décembre 1958.

Source photographique : Sénat



## JEAN ODIN (1889-1975)

Jean ODIN, clerc de notaire puis avocat, il est élu député en 1928, sous les couleurs de la gauche démocratique. Battu aux élections législatives de 1932, il est élu sénateur la même année. Inscrit au groupe de la Gauche démocratique au Sénat, il est

membre des commissions de la Marine et des Travaux publics. Le 10 juillet 1940, il est l'un des quatre-vingts parlementaires qui vote contre l'octroi des pleins pouvoirs constituants à Philippe PÉTAIN. Résistant, il siège à l'Assemblée consultative provisoire à Paris.

Source photographique : Sénat



## CAMILLE ROLLAND (1875-1964)

Camille ROLLAND, médecin de profession, est élu sénateur du Rhône en 1927, réélu en 1936. Siégeant sur les bancs de la Gauche démocratique, secrétaire du Sénat (1933-1937), il est également vice-président du groupe français de l'Union

interparlementaire. En 1938, il est désigné à l'unanimité comme président de la commission permanente pour l'étude des questions sociales et humanitaires. Le 10 juillet 1940, il est l'un des quatre-vingts parlementaires qui vote contre l'octroi des pleins pouvoirs constituants à Philippe PÉTAIN. En novembre 1944, il siège à l'Assemblée consultative provisoire de Paris.

Source photographique : Sénat



## JOSEPH PAUL-BONCOUR (1873-1972)

PAUL-BONCOUR, avocat, il est nommé en 1906 directeur de cabinet de René VIVIANI, alors ministre du Travail du gouvernement CLEMENCEAU. Député de Loir-et-Cher (1909), ministre du travail (1911), il adhère

en 1916 à la SFIO, étiquette sous laquelle il est élu député de la Seine (1919). De 1920 à 1923 il dirige l'hebdomadaire culturel *Floréal*. Député du Tarn (1924-1931), il entre ensuite au Sénat. Membre du Gouvernement à plusieurs reprises entre 1934 et 1938, il est président du Conseil et ministre des Affaires étrangères du 18 décembre 1932 au 28 janvier 1933. Le 10 juillet 1940, il vote contre l'octroi des pleins pouvoirs constituants à Philippe PÉTAIN avant d'entrer en résistance et de faciliter le passage en zone libre depuis sa propriété du Loir-et-Cher. En 1944, il rejoint le maquis du Lot.

Membre de l'Assemblée consultative provisoire de Paris en novembre 1944 il est élu au Conseil de la République de 1946 à 1948 année où il se retire de la vie politique, devenant président de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme.

Source photographique : Sénat



## HENRY SENES (1877-1961)

Henry SENES, exploitant agricole puis maire du Muy en 1912, il est mobilisé durant la Première Guerre mondiale. Il reçoit la Croix de guerre. Président des sériculteurs en 1931, il est également président du conseil général du Var. Élu sénateur en 1935, il siège au sein du groupe de la SFIO,

s'intéressant particulièrement aux questions agricoles. Après avoir voté contre l'octroi des pleins pouvoirs constituants à Philippe PÉTAIN le 10 juillet 1940, il s'engage dans la Résistance socialiste clandestine dès 1941, participant notamment au Comité d'action socialiste. En novembre 1944, il siège à l'Assemblée consultative provisoire de Paris puis redevient maire du Muy de 1944 à 1947.

Source photographique : Sénat

